

Déclaration de l'UNSA Education

En cette rentrée 2011, ce n'est pas de gaieté de cœur que les enseignants et les personnels d'éducation vont reprendre le chemin de leurs écoles et de leurs établissements. Cette dernière année scolaire du quinquennat s'annonce en effet particulièrement éprouvante pour les personnels. Elle le sera aussi pour leurs élèves qui vivent, année après année, une dégradation mesurable de leurs conditions de scolarisation.

Les effets cumulatifs de quatre années de suppressions d'emplois à gros goulot, de modifications structurelles imposées, de réformes rétrogrades ou non abouties, de caporalisme malvenu affaiblissent notre École. Alors même que la crise qui s'enkyste exige de penser l'avenir, d'investir dans l'Éducation, notre pays la considère comme un fardeau.

Et ce n'est pas la confirmation de 14 000 suppressions d'emplois à la rentrée 2012 qui risque d'améliorer le tableau. Cela représente notamment 12 250 suppressions d'emplois d'enseignants publics et 400 d'emplois administratifs alors même que certains services ou établissements sont en situation de rupture.

Le 21 juin dernier, le président de la République affirmait pourtant vouloir "sanctuariser l'école primaire" et s'engageait à ce que le nombre de fermetures de classes n'excède pas celui des ouvertures à la rentrée 2012. Pourtant, 5 700 disparitions d'emplois sont bien programmées. Si l'affichage en termes de "classes" paraît être maintenu, ce sera notamment au détriment de l'enseignement spécialisé, donc des élèves en situation de handicap ou en difficultés scolaires lourdes. Dans les collèges et les lycées, les suppressions prévues aggraveront des tensions déjà insupportables.

Une nouvelle fois, les choix budgétaires correspondent à un transfert masqué de moyens budgétaires au bénéfice de l'enseignement privé. 9 suppressions d'emplois d'enseignants sur 10 toucheront l'enseignement public. Scolarisant 16,9% des élèves, l'enseignement privé ne sera touché que par moins de 11% des suppressions. Cela représente, en ne tenant même pas compte des publics accueillis, un détournement de 747 emplois de l'enseignement public vers l'enseignement privé.

Dans ce contexte, la fédération UNSA Éducation renouvelle son appel à une mobilisation massive des personnels pour défendre et promouvoir le service public laïque d'éducation dans le cadre de l'action unitaire interfédérale du 27 septembre prochain.